

Le coût salarial a «dérapé»

Alors que l'automne s'annonce chaud, du moins en ce qui concerne la politique nationale, avec d'ici quelques semaines peut-être une nouvelle réunion tripartite, l'UEL a fait comprendre qu'elle restera sur ses positions. Le patronat a en effet publié hier son «annuaire de la compétitivité 2010» où il défend, chiffres à l'appui, son analyse de la situation économique. Un état des lieux qui dénonce le «dérage» du coût salarial et débouche sur une conclusion: il faut des réformes profondes.

■ La nouvelle brochure présentée par l'UEL «l'annuaire de la compétitivité 2010», n'a pas vocation à être une provocation à l'intention des syndicats. C'est du moins ce qu'a affirmé hier Nicolas Soisson, membre du conseil d'administration de l'union des entreprises luxembourgeoises.

Cet ouvrage a plutôt pour but de thématiser le problème de la compétitivité au Luxembourg.

Pour ce faire, l'UEL a choisi 22 indicateurs grâce auxquels elle a comparé les prestations du Luxembourg à celles d'autres pays européens. A titre d'exemple, l'annuaire révèle que de 2001 à 2009, les coûts salariaux unitaires (qui représentent le coût du travail par unité de valeur ajoutée produite) ont augmenté de 33,4 % au Luxembourg contre 22,9 % en Belgique, 20,8 % en France et surtout seulement 8 % en Allemagne. «Nous avons dérapé en matière de coûts salariaux unitaires», en a conclu Nicolas Soisson avant de poursuivre: «Malgré la tripartite (de 2006, ndlr), l'évolution salariale a été tout sauf modérée ces dernières années».

L'annuaire révèle encore que les transferts sociaux (pensions, sécurité sociale, etc.) sont de loin les plus élevés au Luxembourg. A titre d'exemple, l'UEL a relevé que le Luxembourg a dépensé en moyenne 31.820 euros en 2006 pour chacun de ses élèves contre 12.910 euros pour l'Allemagne. Cela alors que, toujours en 2006, l'Allemagne comptait 83 % de personnes titulaires d'un diplôme équivalent à l'enseignement secondaire contre 66 % au Luxembourg...



La première édition de l'annuaire de la compétitivité sera disponible en librairie au prix de cinq euros (Photo: Marc Wilwert)

Des comparaisons à prendre cependant avec des pincettes puisque comparé au PIB par habitant, les dépenses consacrées à la formation des élèves sont sensiblement les mêmes, selon Regards sur l'éducation de l'OCDE. Quant aux résultats, cet indicateur ne tient par exemple pas compte du nombre d'étrangers scolarisés au Grand-Duché.

Quoiqu'il en soit, ces chiffres amènent à une conclusion: le Luxembourg doit procéder à des réformes en profondeur. Car à politique inchangée, il faudrait au moins 6 % de croissance du PIB par an pour rétablir l'équilibre des finances publiques et 5 % pour rétablir l'équilibre financier de l'assurance maladie. Or, avant la crise, la moyenne luxembourgeoise était de 4 %.

Pensions, assurance maladie, prestations sociales doivent donc être réformées (c'est-à-dire coûter moins cher), mais sans que cela ne se traduise par une hausse des cotisations ou des impôts pour les entreprises. Quant aux salaires, pas question qu'ils continuent d'augmenter. C'est pourquoi l'UEL préconise toujours un moratoire de l'indexation automatique.

Bref, la position de l'UEL n'a pas changé depuis la tripartite. A ce propos, Nicolas Soisson a souligné que l'UEL tient à ce modèle mais que tant que tous les partenaires sociaux ne partageront pas la même analyse de la situation économique actuelle, il ne sera guère utile d'organiser de nouvelles réunions communes. La même remarque vaut pour le conseil économique et social auquel le patronat a décidé de tourner le dos.

Toutefois, l'UEL a fait une proposition de réforme de cet organisme que certains considèrent comme l'antichambre de la tripartite. En attendant, l'UEL espère que cet annuaire permettra de convaincre les syndicats de la gravité de la situation. Rien n'est moins sûr.

■ Nicolas Anen